



APSACO

African Peace and Security
Annual Conference

Deuxième édition

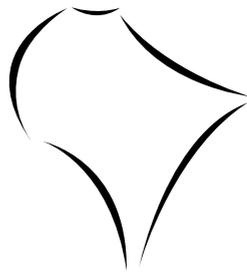
Opérations de Maintien de la Paix en Afrique Tendances et défis

Rapporteur général

Pr. Rachid El HOUDAIGUI Senior Fellow

RAPPORT DE SYNTHÈSE

18 -19 juin 2018 - Rabat, Maroc



APSACO

African Peace and Security
Annual Conference

Conférence Annuelle sur la Paix et la Sécurité en Afrique (APSACO)

Deuxième édition

Opérations de Maintien de la Paix en Afrique **Tendances et défis**

RAPPORT DE SYNTHÈSE

18 -19 juin 2018

Rabat - Maroc

Préface

Au cours des deux premières décennies du troisième millénaire, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) a lancé un processus de réforme du maintien de la paix par le biais, notamment, de rapports, de doctrines, d'initiatives et de réformes institutionnelles. Dans la foulée, le Secrétaire général, M. António Guterres, s'est engagé devant le Conseil de sécurité, le 7 avril 2017, à améliorer les opérations de paix des Nations-Unies (OMP), en confirmant que l'action onusienne dans ce domaine était à la croisée des chemins car, a-t-il convenu, les OMPs «... semblent souvent aux abois, dépassées par l'ampleur de leur tâche ».

Le maintien de la paix (MP) souffre certainement de difficultés très diverses, tenant à la fois aux limites politiques et juridiques des mandats, à la complexité des environnements opérationnels, avec l'intrusion de la menace asymétrique (actes terroristes et criminalité organisée), ainsi qu'à la faiblesse capacitaire, tant sur le plan des ressources humaines que matérielles. Le tout, dans un contexte international marqué par les restrictions budgétaires et la baisse des effectifs.

Néanmoins, le MP n'est pas une illusion perdue dans le monde, et particulièrement en Afrique. D'abord, le modèle onusien demeure le mieux adapté à la nature même des relations internationales, animées par la centralité de l'intérêt national et la quête de puissance. C'est aussi, le modèle légitime pour protéger les civils, prévenir les conflits et œuvrer pour la stabilité. Chemin faisant, la crise syrienne n'aurait peut-être pas provoqué la tragédie humaine, toujours en cours, si les Casques bleus avaient pu être déployés, tout comme dans les cas des précédents tragiques de Srebrenica et du Rwanda où les incohérences du maintien de la paix ont été constatées.

Par ailleurs, le MP fait partie des instruments de politique étrangère par lesquels les Etats et les Organisations internationales, particulièrement l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE), s'engagent envers la communauté internationale. Au Maroc, la contribution aux OMPs est une constante de la politique étrangère. Le Royaume a participé, depuis la crise congolaise en 1960, à une dizaine d'opérations soit sous l'égide de l'ONU ou en soutien à l'OTAN et à l'UE, ce qui en fait un contributeur constant dans le concert des Nations. De son côté, l'UA semble engager un processus d'appropriation des mécanismes du maintien de la paix en Afrique, à travers le renforcement de son

autonomie et la mise en place d'un cadre commun avec l'ONU et l'UE.

Au regard de toutes ces considérations, la deuxième édition de la Conférence annuelle sur la Paix et la Sécurité en Afrique (APSACO) s'est penchée sur les perspectives et opportunités du « spectre de paix et de sécurité », allant de la prévention à la stabilisation, en explorant les voies pour une protection effective des personnes vulnérables.

Pour l'OCP Policy Center, cette nouvelle édition de la Conférence est une contribution aux débats en cours, qui devront renforcer le rôle de l'UA dans le maintien de la paix et la stabilisation du continent africain.

I. INTRODUCTION

Pour la deuxième édition de sa Conférence annuelle sur la Paix et la Sécurité en Afrique (APSACO), qui avait pour thème « Opérations de Maintien de la Paix en Afrique : tendances et défis », l'OCP Policy Center avait réuni, les 18 et 19 juin 2018 à Rabat, des spécialistes du secteur de sécurité-défense, du monde académique et de la société civile, en provenance de pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe, en plus de diplomates représentant des Organisations internationales.

La conférence s'articulait autour de huit panels que le présent rapport se propose de reprendre dans ses différents chapitres :

Policy panel I

Les aspects politiques et stratégiques des Opérations de Maintien de la Paix

- **Panel 1** : Les opérations en cours : Réalisations et défis ;
- **Panel 2** : La sécurité et la protection des civils ;
- **Panel 3** : La protection et le renforcement des capacités des soldats de la paix ;
- **Panel 4** : Le rôle de l'Union africaine dans le maintien de la paix;
- **Panel 5** : Comment engager la société civile dans les Opérations de Maintien de la Paix ?

Policy panel II

Regards croisés Nord-Sud des Opérations de Maintien de la Paix

Ce rapport est une synthèse chronologique des travaux de la Conférence, reprenant les interventions et les discussions générales. A travers les contributions dont il évoque les grandes lignes, ce document présente notamment les remarques soulevées et les perspectives mises en avant pour l'avenir.

Des informations complémentaires concernant les participants, l'agenda de la Conférence et les statistiques sont rassemblées dans un document joint en annexe.

II. PROPOS INTRODUCTIFS

Dans son allocution d'ouverture, M. Karim El Aynaoui, Directeur général de l'OCP Policy Center, a rappelé que le Think tank dont il préside aux destinées se fait un devoir de contribuer au débat sur les enjeux africains à partir de prismes décomplexés et inclusifs. Il a saisi cette opportunité pour réitérer sa conviction selon laquelle les think tanks africains doivent s'organiser en réseau pour apporter des réponses collectives aux exigences de la paix et du développement.

Et c'est à Rachid El Houdaigui, Senior Fellow, qu'est revenue la tâche de présenter le cadre général de la Conférence dont le thème est une consécration du multilatéralisme en tant que voie qui favorise des solutions durables aux défis internationaux. Mr. El Houdaigui n'a pas manqué de souligner que les activités de l'OCP Policy Center, en tant qu'acteur de la société civile internationale, s'inscrivent dans une approche multilatérale.

L'universitaire El Houdaigui rappellera que les contradictions autour des Opérations de Maintien de la Paix (OMP) et les défis auxquels elles font face sont la résultante d'un ensemble d'éléments. Il en citera les limites juridiques et politiques des mandats, la complexité de l'environnement opérationnel, aggravée par la montée en puissance des menaces asymétriques, le manque de ressources humaines et de capacités opérationnelles, de même que les dysfonctionnements structurels et budgétaires. El Houdaigui s'est voulu optimiste, en affirmant que le concept de maintien de la paix est susceptible d'amélioration, et le modèle onusien présente, justement, ce cadre légitime à consolider en matière de résolution des crises.

Avant de convier les participants à un échange libre, constructif et fructueux, Rachid El Houdaigui a tenu à rappeler que cette 2^{ème} édition d'APSACO s'était fixée comme objectifs essentiels, le traitement des enjeux profonds du maintien de la paix ; l'analyse et le partage de l'expertise au profit du consensus autour de la réforme du maintien de la paix et la formulation de recommandations pragmatiques et opérationnelles.

III. DISCUSSIONS INAUGURALES

Modérées par M. Youssef Amrani, les discussions de M.M. Mahamat Saleh Annadif et Miguel Ángel Moratinos ont permis de présenter le contexte général des Opérations de Maintien de la Paix en Afrique.

- **M. Youssef Amrani**, Chargé de Mission au Cabinet Royal - Royaume du Maroc

D'après M. Youssef Amrani, les Opérations de Maintien de la Paix ont connu au cours des dernières années des changements d'envergure, alors même qu'elles sont cruciales à la stabilité de l'Afrique. L'émergence de nouveaux défis, tels que le changement climatique, les conflits asymétriques, les conflits frontaliers avec de nouveaux acteurs non étatiques, déstabilisent et menacent l'intégrité des territoires ce qui, selon lui, interpelle fortement et amène à repenser les notions de construction, de maintien et de consolidation de la paix. Dès lors, a-t-il souligné, le grand intérêt serait de se focaliser sur la montée en puissance des OMP et les différentes Organisations qui interviennent dans ce domaine : Comment l'Afrique peut-elle faire face à tous ces défis ? L'Union africaine peut-elle gérer à la fois les crises et la question de son indépendance ? L'Afrique peut-elle agir seule ou a-t-elle besoin de ses partenaires ? Pensez-vous que les interventions militaires et les Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies ou de l'Union africaine sont les seules réponses ?

Et c'est sur fond de ces questionnements que Mr. Amrani invitera ses deux collègues diplomates à prendre la parole.

- **M. Mahamat Saleh Annadif**, Représentant spécial pour le Mali et Chef de la Mission de l'ONU (Minusma) et ancien ministre des Affaires étrangères du Tchad

M. Mahamat Saleh Annadif a initié son intervention en faisant ressortir le rôle de l'ONU dans la résolution des conflits, précisant qu'aucun acteur politique ne pourrait réaliser de mission légitime sans l'approbation de l'ONU. Selon lui, la contribution des Nations-Unies au maintien de la paix explique l'évolution que connaît ce processus.

L'autre grand axe de l'intervention du diplomate tchadien a porté sur l'engagement graduel de l'Union africaine dans des décisions de l'ONU relatives au maintien de la paix. Celui-ci mettra cependant un bémol, en affirmant que le manque de financement présente un obstacle majeur. Ceci dit, ajoutera-t-il, un cadre de coopération entre l'ONU, l'Union africaine et l'Union européenne ne peut être que salutaire à la paix en Afrique, comme ce fut le cas en Somalie où le mandat de l'Union africaine a été financé par l'ONU et l'UE.

Le Chef de la Minusma a, par ailleurs, fait remarquer que de nos jours, les mécanismes sont tels que les grandes décisions onusiennes ne sont plus prises sans concertation avec la Commission de l'UA, et cette dernière a l'avantage de se baser sur les rapports des Communautés économiques régionales. Pour lui, le maintien de la paix devrait se focaliser sur la prévention, par le partage de la richesse, ainsi que par l'élection de gouvernements fiables. La configuration initiale du processus de maintien de la paix, fera-t-il constater, se révèle obsolète face aux circonstances actuelles.

Alors, s'interrogera Mr Saleh Annadif, doit-on entreprendre des opérations d'imposition et non de maintien de la paix, comme en Somalie ? Sachant qu'une réponse sécuritaire isolée ne suffit pas, ne doit-on pas remettre en question nos modèles au profit d'une approche intégrée et inclusive ? Enfin, le Conseil de Sécurité de l'ONU ne mériterait-il pas d'être réformé, étant donné l'évolution des défis que connaît le monde ?

- **Miguel Ángel Moratinos**, ancien ministre espagnol des Affaires étrangères

Dans son analyse de la question du maintien de la paix en Afrique, M. Miguel Ángel Moratinos s'est montré assez critique concernant le rôle de l'Union européenne (UE). Il indiquera qu'au cours des dernières années, l'Afrique n'était pas un sujet de préoccupation pour l'UE. Cependant, argumentera-t-il, les flux d'immigration de l'Afrique vers l'Europe, et des enlèvements dont ont été victimes des citoyens européens ont amené l'UE à s'intéresser à cette région.

Pour M. Moratinos, ce qui a été accompli au niveau de l'Europe suite à ces événements, notamment l'ouverture d'ambassades, l'établissement et l'augmentation du budget de coopération, est non négligeable, mais reste limité. Aussi l'UE manque-t-elle d'une véritable politique étrangère commune envers l'Afrique, ce qui se caractérise

par l'absence d'échanges entre diplomates et hommes politiques, ministres de défense européens et africains.

L'ancien chef de la diplomatie espagnole mettra l'accent sur l'impératif d'asseoir une véritable politique commune, basée sur un agenda réel pour une réponse, à la fois militaire et politique. L'UE devrait, par exemple, s'inspirer de la proposition du Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, d'initier une nouvelle organisation des Nations Unies sur le terrain le « United Nation Country Team » pour développer des réponses aux attentes des pays en crise avec un suivi réel. Il faut, aussi, admettre que le Maroc en tant que trait d'union entre l'Europe et l'Afrique constitue un modèle en matière de paix et de sécurité.

IV. SYNTHÈSES DES PANELS

POLICY PANEL I

Les aspects politiques et stratégiques des Opérations de Maintien de la Paix

Autour de la thématique « Les aspects politiques et stratégiques des Opérations de Maintien de la Paix », le premier Policy panel, modéré par M.Hugo Sada, a réuni MM. Fernando Aguilera, Irvine Ayitey-Aryeety, Robert Dossou et Yohannes Gebremeskel.

- **Fernando Aguilera**, analyste-Direction stratégique/Sud (OTAN)

L'analyste Fernando Aguilera a commencé son intervention en entretenant l'assistance sur la structure de base et la doctrine de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans le processus de règlement des conflits. Pour que ce processus soit efficace, expliquera-t-il, il est nécessaire de discerner les mandats des missions, leurs buts ainsi que l'environnement dans lequel ils sont établis.

S'agissant de l'Afrique, M. Aguilera a indiqué que l'OTAN avait approuvé un cadre pour mieux comprendre les conflits du Sud, dont ceux auxquels fait face le continent. Il s'agit, affina-t-il, du « HUB de direction stratégique de l'OTAN pour le Sud ». Ce cadre participe à la synchronisation entre alliés, partenaires, organisations partenaires et la communauté internationale sur des questions sécuritaires. Lequel cadre, poursuivra-t-il, vise trois objectifs : connecter, coordonner et consolider. Une collaboration exhaustive entre les acteurs régionaux et internationaux, les citoyens ainsi que les autorités locales, pourrait également garantir cette efficacité. Pour cet analyste, l'approche de l'OTAN devrait relier le local, le régional, le gouvernemental ainsi que le non-gouvernemental.

- **Général de Brigade Irvine Nil-Ayitey Aryeetey**, Commandant-adjoint du Centre international Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIFTC)

La question qui interpelle le Général de Brigade Irvine, en ce qui concerne les Opérations de Maintien de la Paix, est la suivante : Pourquoi les pays africains, avec peu

de moyens, pourvoient-ils des troupes militaires tandis que les pays riches financent les opérations et prennent les décisions clé ? Ceci nous amène, estimera ce dernier, à penser au défi majeur qui guette les Opérations du Maintien de la Paix, à savoir le déficit de coordination des interventions et son impact sur l'efficacité du processus de maintien de la paix. Ce manque de coordination, étayera-t-il, provient généralement d'une mauvaise maîtrise de l'environnement par les forces étrangères. Il évoquera comme autre facteur, le mode de distribution des allocations, en estimant que l'ONU accorde plus d'attention à certains pays, ce qui génère de sérieuses disparités. Le Général Aryeetey insistera, en ajoutant que la restriction du budget accordé aux allocations traduit l'inefficacité de l'approche onusienne. C'est ainsi qu'il a considéré que l'UA devrait prendre l'initiative, en raison du fait que ses mesures de réconciliation sont plus fermes et moins coûteuses. En guise de conclusion, le Général Aryeetey s'interroge sur les raisons de la lenteur du processus de maintien de la paix en Afrique.

- **M. Robert Dossou**, Ancien ministre des Affaires étrangères et ancien Président de la Cour constitutionnelle –Bénin.

Pour Robert Dossou, l'insécurité en Afrique trouve ses origines dans trois problèmes. D'abord, la question de la construction de l'Etat et de la Nation. D'une part, commencera-t-il par expliquer, en Afrique subsaharienne il n'y a pas d'Etat. Celui qui existe actuellement a germé en Occident et est l'héritage du colonialisme. D'autre part, la Nation n'est pas constituée. Les frontières établies après la Conférence de Berlin ont séparé des communautés et changé les structures sociales générant, ainsi, des guerres et des conflits. Le deuxième problème est lié aux matières premières, considérées par R. Dossou comme la source principale des conflits, à cause des contradictions autour de ces ressources, aussi bien sur le plan interne (concentration et confiscation des richesses) qu'externe (le rôle des multinationales ou des puissances étrangères). Le troisième problème cité par cet ancien diplomate met en exergue les menaces asymétriques qui, de par leurs méthodes, embrasent et profitent de tout. Il constate que l'intervention extérieure alimente les conflits internes. Les bases militaires sont des cibles des attaques des groupes armés et des terroristes.

- **Général Yohannes Gebremeskel**, Chef de Mission et Commandant de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA)

Le Général Yohannes Gebremeskel a adopté une approche militaire sur la question de la mise en oeuvre des mandats pour les Opérations de Maintien de la Paix. Pour lui, les aspects politiques des OMP, davantage que l'aspect stratégique, sont une question de leadership. L'occasion pour cet expert de partager avec l'assistance une série de questionnements. Comment les OMP sont-elles menées, se demandera-t-il ? Comment sont-elles adaptées à la réalité sur le terrain ? Les résultats correspondent-ils aux attentes ? Le Conseil de Sécurité, à travers la délivrance des mandats, les résolutions et toutes formes de soutien et sanctions, affiche-t-il la volonté de la communauté internationale dans la gestion des crises. ?

La réalité sur le terrain, fera-t-il remarquer, met en relief un énorme écart entre les mandats et leur déploiement. Il soulignera que l'écart se creuse entre les attentes et les ressources disponibles. Il pointera du doigt le peu d'efforts déployés par les institutions régionales et internationales, en précisant que leur premier souci étant de survivre et non de protéger les communautés locales. Et le Général Yohannes Gebremeskel de formuler ces quelques recommandations : Réviser les mandats, prioriser la distribution des ressources et autoriser une intervention militaire en dernier ressort. La question qui se pose avec acuité, admettra-t-il, est comment établir des mandats réalistes et comment les concrétiser ?

PANEL I

Réalisations et défis des Missions en cours

Le premier panel, qui avait pour thème « les Opérations de Maintien de la Paix en cours : réalisations et défis à venir », était composé de MM. Chris Alden, Samuel Gahigi, Deo Gumba et Alessandro Minuto-Rizzo, dont les interventions ont été modérées par M. Ewan Lawson, Senior fellow à RUSI.

- **Chris Alden**, Professeur-London School of Economics

Chris Alden abordera son examen de la thématique retenue pour ce panel l'optique de l'implication progressive de la Chine dans les grandes questions de paix et de sécurité. Il fera sien le constat selon lequel la Chine, après une attitude réservée, a admis la complexité et l'importance d'une implication plus importante dans les questions de paix en Afrique, notamment après l'avènement du "Printemps arabe" en 2011. De tous les membres du P5, la Chine demeure le plus grand contributeur de contingents militaires

et d'effectifs de police durant les missions de paix. De plus, la Chine est aussi l'un des premiers fournisseurs d'armes en Afrique. En 2015, Pékin a construit une base navale à Djibouti. Il est, en outre, admis que la Chine est de plus en plus impliquée dans le renforcement du volet sécuritaire de l'ONU, tiendra-t-il à préciser.

- **Samuel Gahigi**, Chef d'Equipe pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel au Département des Opérations de Maintien de la Paix des Nations-Unies

Samuel Gahigi débutera son intervention par un constat faisant état d'une évolution positive des missions de maintien de la paix déployées par l'ONU, comme relevé dans le dernier rapport publié en 2015. Cependant, poursuivra-t-il, l'enjeu principal réside dans le maintien du processus de paix parallèlement à la mise en place d'institutions solides qui puissent régler le conflit à l'échelle nationale. Etant donné que chaque environnement dispose de sa propre particularité, l'ONU devrait parvenir à adopter des recommandations adaptées à chaque pays. D'ailleurs, les récentes recommandations du Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, vont dans ce sens, soulignera Samuel Gahigi. En effet, depuis le début de son mandat, le SG A.Guterres avait proposé de renforcer les partenariats régionaux afin d'atténuer l'écart entre le cadre théorique des Opérations de Maintien de la Paix et leurs enjeux sur le terrain. Et ce afin d'éliminer l'effet « Christmas Tree Mandates ». En vue d'éviter le débat récurrent sur les ressources limitées, les propositions de Guterres soulignent l'importance d'un équilibre entre preneurs de risques et contributeurs financiers.

- **Ambassadeur Alessandro Minuto-Rizzo**, Président du NATO Defense College Foundation

M. A. Minuto-Rizzo a conçu son intervention en s'appuyant sur l'approche stratégique du rôle de l'OTAN dans les OMP. Selon lui, le continent africain renferme un nombre important d'acteurs contributeurs de la paix. Les opérations de paix en Afrique devraient être de francs succès, or ce n'est pas forcément le résultat observé sur le terrain, constate-t-il. Nous sommes sur le point de considérer que la gouvernance de sécurité a besoin d'être réorientée vers une gestion, par l'Afrique elle-même, pour un partage des responsabilités. Pour M. Minuto-Rizzo, il est impératif de revisiter et de recadrer l'intervention aussi bien pour les forces partenaires de l'Afrique que pour l'OTAN, dans le but d'encourager et de soutenir les missions et non de les initier. La nécessité

d'étendre la stabilité passe par une coordination cohérente et effective, estimera-t-il. C'est en 2016 que le partenariat stratégique OTAN-UA a été établi, indiquera-t-il, avant de donner pour autre exemple, l'invitation lancée, par l'OTAN, à l'adresse des commissaires du Conseil de Sécurité de l'Organisation régionale pour prendre part à la conférence internationale de 2018 à Bruxelles ; laquelle rencontre devant servir de plateforme pour des discussions entre les deux acteurs. Minuto-Rizzo tiendra à préciser que l'OTAN ne sera jamais un acteur leader en Afrique, mais son objectif est d'apporter son soutien aux forces en place.

PANEL II

Protection des civils

Consacré à la problématique de « La protection des civils durant les Opérations de Maintien de la Paix », et déroulé sous la bague de Badreddine El Harti, modérateur, le deuxième panel a connu la participation de Namie Di Razza, Sara Rendtorff-Smith et de Frederik Rosen.

- **Namie Di Razza**, Centre Brian Urquhart pour les Opérations de la Paix - Institut International de la Paix

De l'avis de N. Di Razza, les mécanismes de protection des populations civiles sont de moins en moins bureaucratiques et de plus en plus institutionnalisées et professionnelles. Cette structuration plus professionnelle des mécanismes est la réponse à la fois au décalage mandat/résultat et aux défis évidents. Elle en énumérera comme défis, le défaut d'un personnel qualifié, ou encore une approche sécuritaire classique et unidimensionnelle. Pour elle, il est nécessaire d'intégrer la problématique au débat politique et dans les agendas aux niveaux local, régional et international. Bien plus, insistera-t-elle, il faut adopter une approche modulaire et adaptée. Ce qui signifie, expliquera-t-elle, qu'il faut constituer une boîte à outils autant que possible, en utilisant le dialogue comme continuum de posture en fonction du temps, des acteurs et des régions. L'approche modulaire de la protection des civils dans le cas du Mali a obligé de repenser la protection des populations civiles en fonction du contexte de violence.

- **Sara Rendtorff-Smith**, ancienne responsable de la protection des civils au Département des Nations Unies pour le Maintien de la Paix (DPKO), et ancienne conseillère (MINUSCA)

S.Rendtorff rejoindra Mme Di Razza au sujet de l'institutionnalisation de la protection des populations civiles, faisant remarquer que cette politique a permis aux personnels de l'ONU de travailler avec leurs collègues du domaine humanitaire et des droits de l'homme. Ceci explique, estime-t-elle, pourquoi un certain nombre de mesures est à encourager. Parmi ces mesures, elle citera le dialogue continu et la construction d'un environnement de confiance, la promotion d'une approche centrée sur les victimes, en renversant le débat et, enfin, la collaboration de la composante militaire avec les civils et la coordination entre ce qu'elle qualifiera de grande et petite politique.

- **Frederik Rosen**, Directeur du Centre Nordique pour l'héritage culturel et les conflits armés

L'exploitation sexuelle et l'abus de pouvoir constitueront les principaux axes abordés par Frederik Rosen dans son intervention. Il précise que ce fléau intolérable ne date pas d'aujourd'hui et que l'ONU a des responsabilités envers les victimes. Frederik Rosen fera cas de l'existence de certaines initiatives visant à lutter contre l'exploitation sexuelle, telles que l'établissement d'un système global de Leadership ainsi qu'un fonds au profit des victimes. Seulement, M. Rosen trouve audites mesures des limites et des insuffisances. Les mesures prises par l'ONU, juge-t-il, demeurent superficielles. Les autres griefs qu'il formule à ce propos portent sur l'absence d'une politique d'aide aux victimes.

PANEL III

Protection et renforcement des capacités des soldats de la paix

Avec M.Rachid El Houdaigui comme modérateur, ce panel a connu la participation d'Issa Coulibaly, Jasbir Singh Lidder, Raul Rivas et de JairVan Der Ijijn, qui avaient à débattre de la thématique de « La protection et du renforcement des capacités des soldats de la paix ».

- **Colonel Issa Coulibaly**, Directeur de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye

Le Colonel Issa Coulibaly déclinera la mission dont est investie l'Ecole dont il est aux commandes ainsi que les objectifs qui lui ont été fixés. Il a, par la suite, décrit l'environnement international des OMP et les changements que connaissent les

opérations onusiennes, sans omettre de souligner la question primordiale de la protection des civils. Celui-ci consacrera beaucoup de développements à l'opération Minusma au Mali, en la décrivant comme étant la plus importante de l'ONU, actuellement. Les soldats déployés dans le cadre de cette opération sont menacés en permanence, en étant des cibles des attaques terroristes. Cette opération a enregistré plus de 100 morts depuis le déploiement, chiffre qui n'inclut pas les décès consécutifs à des problèmes de santé (maladies), nuancera-t-il. Dans ce contexte, analysera Le Colonel Coulibaly, les soldats se voient obligés de se protéger eux-mêmes avant de penser aux civils. Ils doivent se fortifier contre les djihadistes dont les attaques sont complexes et féroces, soulignera-t-il

L'Officier supérieur Coulibaly n'a pas manqué de saluer l'adoption, par la Minusma, de nouvelles mesures pour faire face à ces menaces. Dans ce sens, il a évoqué l'utilisation des drones et du renseignement. Il a apprécié, à sa juste valeur, le fait que l'ONU accompagne le processus politique au même titre que le volet militaire. L'approche inclusive est indispensable, étant donné la capacité des femmes à participer à la résolution des conflits. Il faut aussi envisager une formation continue des soldats par l'ONU.

- **Général Jasbir Singh Lidder**, Ancien Commandant de la Force et Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Soudan

Le Général J.Singh a procédé à une analyse des capacités des OMP basée sur la stratégie de l'espace. Les stratégies d'aujourd'hui qui consistent à adapter l'approche la plus appropriée devraient viser la maîtrise de l'espace, recommande-t-il. Dans ce sens, il a formulé un canevas de suggestions. Selon lui, il faut développer un leadership pragmatique et qui inspire : tout commandant doit réfléchir opérationnel et agir technique et stratégique. Il évoquera, par ailleurs, l'équilibre des zones de sécurité par l'analyse des risques et des opportunités qui, de son point de vue, permet une meilleure offensive/défensive. Il faut, aussi, de la mobilité, non seulement au sol mais aussi dans les airs : l'ONU doit faire usage des hélicoptères afin de délivrer une formation complète, sans laquelle le personnel engagé sur le terrain agira sans réelle technique. En guise de quatrième mesure, le Général Singh estime qu'il est crucial d'autonomiser le terrain à travers, d'une part, l'autonomisation des civils et des militaires et, d'autre part, la formation de tous les acteurs qui prennent part aux activités de maintien de la paix, afin

qu'ils apprennent les techniques de protection interne et les bons réflexes. Cet ancien commandant de la force de l'ONU au Soudan s'est d'avis qu'il faut assurer la disponibilité des ressources et leur gestion intelligente : il s'agit à la fois de l'approvisionnement effectif et régulier et de l'adéquation entre les ressources disponibles et la qualification des agents, car ils ne sont pas toujours assez formés pour s'en servir. Enfin, l'intervenant mettra l'accent sur la nécessité d'adopter une démarche inclusive, en tenant compte de la protection des populations civiles et l'approche genre, et les patrouilles conjointes pour obtenir la bonne information.

- **Colonel Raul Rivas**, Chef de la Division Plans et Stratégie-Africom

Le Colonel Raul Rivas concevra son intervention sous l'angle de la capacité de participation d'Africom aux Opérations de Maintien de la Paix en Afrique. Selon lui, le risque d'instabilité et de conflit en Afrique est dicté par des facteurs divers et amplifiés par des défis environnementaux et de gouvernance. La nature mixte de ce commandement, à savoir militaire et civile, cadre avec la volonté d'être pour les acteurs régionaux des partenaires globaux. Selon lui, Africom permet justement de renforcer ce réseau de partenaires de sécurité ; l'USARAF (United States Army Africa) développe un Centre africain de formation aux OMP pour favoriser l'interopérabilité dans le cadre de la Minusca et la Minusco, et améliorer la mise en place d'un cadre, en fournissant des installations qui pourraient être utilisées pour répondre à la crise. Pour conclure, le Colonel Rivas affirmera que les mandats de maintien de la paix des Nations Unies ont souvent estompé les lignes séparant le maintien de la paix, la contre-insurrection, la lutte contre le terrorisme et la création de l'Etat. Or, les soldats de la paix sont rarement entraînés ou équipés pour faire face à ces problèmes. Etant donné leur intérêt croissant à favoriser une Afrique stable et prospère, les Etats-Unis, soutiendra-t-il, ont formulé une approche stratégique pour les opérations de paix en Afrique, et investissent dans les partenaires africains qui partagent les mêmes objectifs concernant la gestion des conflits et qui renforcent les institutions de maintien de la paix durable au niveau local.

- **Jair Van Der Lijn**, Directeur du Programme Paix et Résolution des Conflits
- Institut International pour la Recherche sur la Paix de Stockholm (SIPRI)

Jair Van Der Lijn a mis en exergue la participation, de plus en plus importante, des femmes dans les Opérations de Maintien de la Paix. Tout en se félicitant de cette

évolution, Van Der Lijn a déploré le fait que les femmes ne sont pas prises très au sérieux dans ce domaine.

Plus encore, le taux de participation des femmes dans le milieu sécuritaire et militaire demeure très bas, ajoutera-t-il, avant de marteler que « les femmes sont sous-représentées dans les Opérations de Maintien de la Paix, notamment dans le domaine militaire. »

Du point de vue de Jair Van Der Lijn, le problème provient de l'enrôlement qui doit se faire au niveau des académies militaires. Il ajoutera comme autre facteur, le manque d'équipements et de formation pour certains pays. Parfois, le problème émane de l'endroit à partir duquel les forces sont déployées. Et celui-ci de faire remarquer que les femmes occupent généralement des postes dans des hôpitaux ou dans des services administratifs, alors qu'elles pourraient assumer des rôles de direction et s'impliquer sur le terrain, sachant, étayera-t-il, que les femmes sont parfois plus aptes à communiquer avec les populations locales que leurs homologues hommes.

PANEL IV

Le rôle de l'Union africaine dans le maintien de la paix

Michel Luntumbue, Michelle Ndiaye et Zhou Yuyuan composaient le quatrième panel à qui incombait de débattre du « Rôle de l'Union africaine dans les Opérations de Maintien de la Paix », sous la modération de Mr.Mohammed Loulichki.

- **Michel Luntumbue**, chercheur, Groupe pour la Recherche et l'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)

M. Michel Luntumbue a porté sa réflexion sur le rôle de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), organe chargé de la gestion et du règlement des crises et conflits de l'Union africaine. Ceci en mettant l'accent sur les défis auxquels l'APSA fait face, à commencer par les divergences politiques entre les Etats membres et les problèmes de logistique. De surcroît, le nombre élevé des membres de cet organe engendre des frictions dans la répartition des rôles, tandis que la situation de paralysie que connaissent des intégrations régionales, telle que l'Union du Maghreb Arabe (UMA), provoque des déséquilibres. M. Luntumbue a, toutefois, fait savoir que malgré ces lacunes, il faut bien reconnaître que l'UA est la première intégration régionale dans le monde à avoir un mécanisme de résolution de conflits. Pour lui, l'APSA constitue un

laboratoire des nouvelles stratégies.

- **Michelle Ndiaye**, Présidente de Tana Forum et Directrice du Programme Paix et Sécurité en Afrique, Institut des Etudes sur la Paix et la Sécurité (IPSS)

Intervenant sur la question de l'apport financier et des mécanismes de réponse immédiate, Michelle Ndiaye a expliqué que ces deux aspects constituent des éléments majeurs dans la gestion des crises par l'UA. De même qu'ils sont déterminants pour le succès des opérations de paix, affinerait-elle. Il est nécessaire, considèrera cette dernière, de reconnaître que le rôle de l'UA a beaucoup évolué dans la gestion des crises du continent. Le discours lui-même a changé, en intégrant la doctrine « aux problèmes africains, solutions africaines ». Sur le terrain, le nombre des OMP a aussi baissé. Mais, cela traduit-il réellement la fin des défaillances ? Les institutions de la sécurité du continent ont du mal à suivre le rythme des menaces, complexes et changeantes, auxquelles le continent fait face. Malgré des exceptions notables, la plupart des organisations de sécurité en Afrique, militaires et civiles, manquent de ressources, et leurs normes professionnelles sont minimales. En ce qui concerne les ressources, le défi financier conditionne l'engagement de l'Union africaine à l'accomplissement de son agenda, particulièrement la problématique de la sécurité. Pour Mme. Ndiaye, c'est justement ici que la taxe de 0,2%, adoptée par l'UA, peut se révéler cruciale. D'après elle, le modèle « aux problèmes africains, solutions africaines » ne devrait pas constituer seulement un changement de doctrine, mais plutôt une concrétisation des mécanismes de réponse.

- **Zhou Yuyuan**, Senior Fellow, Instituts de Shanghai pour les études internationales (SIIS)

Zhou Yuyuan abordera son intervention à partir du prisme des relations qu'entretient l'Union africaine avec la Chine, avec un focus sur le rôle que jouent les deux parties dans la gestion des conflits au niveau du continent africain. Après avoir considéré que l'Union africaine est un acteur crucial et nécessaire au maintien et à la consolidation de la paix en Afrique, Zhou Yuyuan a fait état de la faiblesse de l'Organisation panafricaine en termes de « hard power », consistant à financer les Opérations de Maintien de la Paix, mais également de « soft power », intégrant les aspects culturels dans la résolution des conflits. Un partenariat solide Chine-Afrique, soutiendra-t-il, a le potentiel d'améliorer la situation, notamment d'une perspective économique, à travers l'engagement de la

Chine à créer des emplois et d'assurer le développement des ressources humaines en Afrique.

PANEL V

Comment engager la société civile dans les Opérations de Maintien de la Paix ?

Modéré par Jalal Abdel-Latif, Senior Fellow, OCP Policy Center, le présent panel avait réuni Gustavo De Carvalho, Christine Desouches et Ahmed Rhazaoui, pour apporter des éléments de réponse à la question de savoir « comment engager massivement la société civile ».

- **Gustavo De Carvalho**, chercheur en opérations et construction de la paix à l'Institut des études de Sécurité (ISS)

De l'avis de De Carvalho, la société civile n'est pas véritablement engagée dans les Opérations de Maintien de la Paix. Selon lui, il est indispensable de comprendre les dynamiques et les spécificités de chaque région ainsi que sa population locale. Il est nécessaire de connaître les causes du conflit afin d'établir des solutions efficaces à long terme, opinera-t-il.

- **Christine Desouches**, Professeur, à l'Université Panthéon-Sorbonne

Christine Desouches se dira, pour sa part, convaincue que la solution sécuritaire va de pair avec la participation de la société civile. Pour cette universitaire, la mobilisation de la société civile dans la résolution des conflits, la réconciliation et la reconstruction de l'État préviennent aussi la radicalisation à travers les campagnes de sensibilisation et le rapprochement entre acteurs. La dimension genre est indubitablement une des clés du succès des missions de paix. Les outils, comme la langue, doivent être homogénéisés pour rendre la communication fluide et appréhender les concepts, estimera-t-elle. Pour elle, la société civile offre un cadre propice aux recherches prospectives et conjointes, à l'exemple des centres de réflexion et d'analyse, de même qu'à l'expertise.

- **Ahmed Rhazaoui**, Ancien Représentant Spécial-Adjoint du SG de l'ONU et Directeur du Bureau pour l'Afrique de l'Ouest

Ahmed Rhazaoui focalisera son intervention sur le caractère intégré d'une mission de maintien de la paix. Il précise que les Opérations de Maintien de la Paix ne se limitent pas à la planification et au financement. Pour lui, ces opérations sont question de durabilité. Il précise que, depuis des années, le débat s'est engagé sur la transition de la consolidation vers le maintien de la paix. Et celui-ci d'ajouter que l'intégration est considérée étant comme synonyme de subordination. Celui-ci estime, cependant, que dans le cas échéant, la planification peut se faire d'une autre manière. A Rhazaoui souligne le rôle préminent des Organisations régionales et internationales dans le maintien de la paix à long terme.

Policy PANEL II

Regards croisés Nord-Sud des Opérations de Maintien de la Paix

Au titre de ce panel, modéré par Kristin De Peyron, MM Birame Diop, Raul Rivas et Dominique Trinquand, étaient réunis pour débattre de l'axe de la conférence intitulé: « Opérations de Maintien de la Paix : regards croisés Nord/Sud »

- **Général Birame Diop**, Chef d'Etat-Major Particulier du Président de la République- Sénégal

Le Général Birame Diop commencera par indiquer que la paix et le développement sont intrinsèquement liés. Ils se soutiennent réciproquement, appuiera-t-il. Il n'y a pas une culture de paix propre à une région, car il s'agit là d'un concept bien partagé qui transcende les frontières. Cependant, la paix est une culture, un état d'esprit et un engagement à respecter les règles et l'état de droit. On parle de paix démocratique parce que les démocraties ne se font pas la guerre, elles arrivent à s'entendre à travers des plateformes de dialogue. Le secteur de la sécurité doit faire un effort pour le progrès mais, la contradiction c'est qu'en Afrique, ce secteur alimente l'insécurité. Il faut, donc, professionnaliser les Opérations de Maintien de la Paix à travers des cercles de réflexion. Pour le Général Diop, la professionnalisation consiste à agir neutre et impartial. C'est, aussi, insistera-t-il, la bonne organisation, la formation des soldats, étant donné qu'ils sont responsables de leurs actes. D'après lui, la modernisation de l'armée par les outils technologiques et d'information concourt à la mise à niveau des acteurs.

Et celui-ci de considérer qu'il est indispensable de conceptualiser et de documenter l'organisation, le fonctionnement et les performances. Il justifiera sa proposition,

en expliquant qu'une bonne théorisation garantit les résultats. La sauvegarde d'une documentation, a-t-il conclu, permet la traçabilité et la mise en place d'une chaîne de valeurs.

- **Colonel Raul Rivas**, Chef de Division Plans et Stratégie-Africom

Selon Colonel Raul Rivas, toute problématique peut être abordée suivant des étapes stratégiques : Il faut commencer par définir le problème (Diagnostique, définition et identification). Si le problème a été mal diagnostiqué, on doit le rectifier. Hypothétiquement, la guerre est l'extrémité d'un spectre dégageant haine, animosité, souffrance et tueries, soulignera-t-il.

Le dernier point soulevé par le représentant d'Africom est l'approche exhaustive constituée de quatre facteurs principaux : La formation, le financement, la construction sur la base de modèles de réussite, et l'investissement des gouvernements pour le développement.

- **Général Dominique Trinquand**, Ancien Chef de la mission militaire française à l'ONU et à l'OTAN

Le Général Dominique Trinquand initiera son intervention sous l'angle des rôles joués par les nations du Nord et ceux du Sud en matière d'OMP. Il fera remarquer qu'il est difficile de parler de Nord/Sud, tenant compte du rôle que joue aujourd'hui la Chine dans les opérations de paix. Toutefois, les Nations Unies, loin d'être un système parfait, représentent celui qui est le moins défaillant. Le système onusien, approfondira-t-il, offre un éclairage particulier sur les différentes implications des uns et des autres. On a ainsi les trois grands domaines de contribution au niveau stratégique : l'aspect financier, l'aspect décisionnel et le plan matériel. La prise des décisions se concentre sur la dimension tactique qui intègre ces trois critères : l'usage de la force, la règle d'engagement à l'échelle nationale et la chaîne de commande. Or, fera-t-il remarquer, tous ces éléments nécessitent, tout autant, les avis des pays contributeurs des troupes.

En conclusion, le Général Trinquand rappellera qu'il y'a une répartition des rôles entre Nord/Sud en stratégie et tactique, ce qui détermine le budget et la décision.

V. PROPOS DE CLOTURE

Au terme de cette deuxième édition d'APSACO, Karim El Aynaoui, Directeur général de l'OCP Policy Center, indiquera dans son allocution de clôture que « les griefs formulés par les différents participants à propos des Opérations de Maintien de la Paix en Afrique nous procurent un sentiment de frustration, face aux imperfections constatées, mais le plus important est la détermination qui nous anime pour mieux faire à l'avenir ».

VI. STATISTIQUES DE LA CONFERENCE

- Nombre de participants (intervenants et audience) : **150**
- Nombre d'intervenants : **34**
- Nationalités représentées (intervenants) : **20**
- Institutions représentées (intervenants) : **30**
- Régions représentées (intervenants) :

Afrique subsaharienne	35%
Europe	35%
MENA	15%
Amérique du Nord	9%
Asie	6%

- Secteurs représentés par les intervenants :

Think Tanks	32%
Organisations internationales	25%
Institutions académiques	18%
Administrations publiques	14%
Agences gouvernementales	7%
Société civile	4%



APSACO

African Peace and Security
Annual Conference



THINK • STIMULATE • BRIDGE